

**Note relative à l'évolution et la structure financière des procédures collectives ouvertes en 2014**

**13 mars 2015**

⇒ **Éléments clé :**

- **une baisse sensible du nombre de procédures collectives, qui s'est accélérée au T4 2014**
- **l'impact économique et social baisse plus vite que le nombre des procédures, ce qui traduit une plus forte diminution des procédures touchant les entreprises de taille moyenne**
- **une légère amélioration de la situation financière des entreprises entrant en RJ et sauvegardes**

**L'évolution du nombre de procédures collectives laisse apparaître une baisse en 2014.** La baisse du nombre de RJ est de -2,3% par rapport à 2013, celle des sauvegardes de -0,3% et celle des LJ de -1,5%. Cette baisse s'est accélérée au T4 2014 (-4,4% pour les RJ, -2,1% pour les sauvegardes et -3,2% pour les LJ).

**Cette évolution traduit l'amélioration de la situation des entreprises de taille intermédiaire,** en particulier celles de plus de 20 salariés. La baisse du nombre global de procédures concernant ces entreprises est de -19,3% sur un an, tandis que les procédures touchant les entreprises de 10 à 20 salariés sont en baisse -11,1%, et que les procédures touchant les entreprises de moins de 10 salariés diminuent aussi, mais beaucoup moins fortement (-1,2%).

**Ces évolutions se traduisent dans l'impact économique et social global des procédures collectives, qui diminue sur un an avec le nombre des procédures.** Toutes les procédures voient ainsi le nombre d'emplois concernés se réduire. En 2014 les entreprises en RJ représentaient 78 056 emplois (-12,4% par rapport à 2013), contre 124 937 emplois pour les entreprises en LJ (-15,7%) et 16 131 emplois pour les entreprises en sauvegarde (-17,8%). Là encore, le T4 2014 laisse apparaître une accélération des tendances à la baisse (voir tableau en annexe).

**Un constat similaire peut-être fait concernant l'impact des procédures sur l'activité.** La baisse globale du nombre de procédures a eu un impact significatif sur le chiffre d'affaires cumulé des entreprises en difficulté. Les entreprises entrant en RJ en 2014 représentaient 7,82 Mds d'euros (-

9,9%), contre 3,92 Mds d'euros pour les entreprises en LJ (-9,2%) et 3,86 Mds d'euros pour les entreprises en sauvegarde (-10,3%).

Ces évolutions s'accompagnent d'une légère amélioration **de la situation financière des entreprises entrant en RJ et en sauvegarde**. Ainsi les entreprises en RJ ont vu leur ratio passif évalué/actif évalué baisser de 3,5% entre 2013 et 2014. Les entreprises en sauvegarde quant à elles voient le même ratio baisser de 2,8%. **Ceci pourrait se traduire par des issues positives plus fréquentes (plan de redressement ou de cession) pour ces procédures.**

## Annexes

<b>Procédures enregistrées en 2014</b>			
	<b>RJ</b>	<b>Sauvegardes</b>	<b>LJ</b>
<b>Nombre</b>	18 454	1 637	42 091
<b>Evolution vs. 2013</b>	-2,3%	-0,9%	-1,5%
<b>Evolution TA 2013/T4 2014</b>	-4,4%	-2,1%	-3,2%

<b>Emplois concernés par les procédures collectives en 2014</b>			
	<b>RJ</b>	<b>Sauvegardes</b>	<b>LJ</b>
<b>Nombre d'emplois</b>	78 056	16 131	124 937
<b>Evolution vs. 2013</b>	-12,4%	-9,1%	-15,7%
<b>Evolution TA 2013/T4 2014</b>	-13,8%	-8,2%	-17,8%

<b>Chiffre d'affaires cumulé des entreprises en procédure collective en 2014</b>			
	<b>RJ</b>	<b>Sauvegardes</b>	<b>LJ</b>
<b>Montant en millions d'euros</b>	7 820	3 860	3 920
<b>Evolution vs. 2013</b>	-9,9%	-10,3%	-8,2%
<b>Evolution TA 2013/T4 2014</b>	-11,5%	-12,4%	-13,2%

<b>Ratios d'endettement des entreprises entrant en procédures en 2014</b>			
	<b>RJ</b>	<b>Sauvegardes</b>	<b>LJ</b>
<b>Ratio moyen (passif évalué/actif évalué)</b>	6,1	4,2	7,9
<b>Evolution vs. 2013</b>	-3,5%	-2,8%	-1,7%